



De l'argent pour l'École publique, pas pour la guerre !

Annulation des suppressions de postes ! Création de tous les postes nécessaires !

Le budget 2026 adopté par 49-3 entérine la suppression de 4 000 postes d'enseignant.es à la rentrée 2026. Dans notre département, cette saignée s'élèverait à **35 postes dans le premier degré et 27 dans le second degré**. Pour rappel, l'an dernier, 3 postes ont été supprimés dans le 1^{er} degré, avec des répercussions sur une trentaine d'écoles du département. Dans le 2nd degré, il y a eu 23 suppressions, synonymes, pour de nombreux collègues, de mesure de carte scolaire. **Si les 62 suppressions de postes prévues venaient à se concrétiser, les conséquences pour les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels seraient terribles dès la rentrée**. Par ailleurs, de nombreux collègues seraient placés dans une grande incertitude quant à leur affectation à venir.

Pourtant, depuis des années, nous alertons sur la dégradation des conditions de travail et d'étude, la violence grandissante, les dotations insuffisantes, la difficulté à trouver des remplaçant·es, le manque de CPE, d'AED, d'infirmier·es scolaires, de psyEN, d'assistant·es sociales et d'AESH. Tout ceci est le résultat des choix répétés des différents gouvernements : **entre 2022 et 2025, pas moins de 9500 postes ont été supprimés. En parallèle, le budget des armées a doublé entre 2017 et 2024 et les exonérations de cotisations sociales qui asphyxient la sécurité sociale sont montées à plus de 80 milliards d'euros en 2024.**

Stop à la casse de l'École publique et des services publics !

Nous revendiquons :

- **l'arrêt des suppressions de postes et la création de tous les postes nécessaires dans tous les corps de métiers,**
- **l'augmentation des salaires par le dégel du point d'indice pour redonner de l'attractivité au métier et permettre les recrutements qui s'imposent.**

Après les suppressions déjà catastrophiques des années précédentes et alors que le point d'indice restera gelé en 2026, ne nous laissons pas enfermer dans le calendrier du ministère. Commençons à nous mobiliser dès maintenant pour refuser la saignée de l'École publique, y compris par la grève.

Nous appelons les collègues à se réunir pour organiser une mobilisation efficace, y compris par la grève et sa reconduction. D'ores et déjà, l'intersyndicale CGT éducation, FNEC-FP-FO, FSU, Unsa Education et Sud des Pyrénées Atlantiques appelle à la grève et la manifestation les 10 et 31 mars à l'occasion des instances départementales de carte scolaire. Soyons nombreux·ses et déterminé·es devant la DSDEN pour obtenir les moyens nécessaires à l'exercice de nos missions et décider des suites.

En amont de ces mobilisations, les organisations syndicales de l'éducation tiendront une conférence de presse publique sur le sujet le 24 février à Pau et le 25 février à Bayonne.